

Des élus d'Occitanie autorisés à parler catalan lors des conseils municipaux

Article rédigé par *Valeurs Actuelles*, le 20 mai 2022

Source [Valeurs Actuelles] : Le maire d'Elne (Pyrénées-Orientales) a inscrit au règlement du Conseil municipal le droit de s'exprimer en catalan. Une mesure très critiquée par l'opposition.

Les services de l'Etat devront trancher, mais en attendant, le catalan s'est invité officiellement au Conseil municipal d'Elne (Pyrénées-Orientales). Le maire (PCF) de la commune, Nicolas Garcia, a officialisé la possibilité de s'exprimer en langue régionale lors des séances, rapporte [France Bleu](#), jeudi 19 mai. Il faudra cependant que les propos soient ensuite traduits en français. Cette décision, une première en France, suscite cependant le débat au sein de la population comme dans la sphère politique locale.

« *Patrimoine* » contre « *séparatisme* »

La polémique avait débuté en janvier dernier, lorsqu'un élu avait prononcé quelques mots en catalan lors d'un conseil municipal, raconte France Bleu. L'opposition s'était insurgée et avait même quitté la séance. Le maire a donc décidé d'inscrire ce droit dans le règlement. « *C'est la langue de nos ancêtres. Elle ne nuit pas aux Français et elle n'est pas contraire à l'article 75 de la Constitution qui dit que les langues régionales sont un patrimoine* », défend l'édile. L'analyse est autrement plus sévère du côté de l'opposition. Gilles Glin, conseiller municipal, y voit une « *démarche portée par les séparatistes* », un risque que la langue « *devienne une sorte d'outil d'apartheid* » et met en garde contre « *ces discours politiques autour de la langue qui ont conduit les Bretons jusqu'au terrorisme* ». La préfecture a été saisie et devrait se prononcer sur la question dans un délai de 90 jours. L'usage du français dans les réunions d'élus connaît déjà une exception en France, mais au niveau de la région. L'usage du breton et du gallo est toléré au Conseil régional de Bretagne, mais soumis à une traduction simultanée. Retrouver l'article en cliquant ici : https://www.valeursactuelles.com/regions/occitanie/pyrenees-orientales/no_agglomeration/societe/des-elus-doc

20/05/2022 06:00